



Albi, le 20/11/2023

à Mme la Directrice Académique
des Services de l'Éducation Nationale du
Tarn
69 avenue du Maréchal Foch
81013 Albi Cedex 9

Objet : Convocation de notre collègue de l'école Victor Hugo de Graulhet du mercredi 15 novembre

Mme la Directrice Académique,

Nous souhaitons revenir sur la façon dont l'entretien de notre collègue de l'école Victor Hugo de Graulhet s'est déroulé le mercredi 15 novembre.

Nous ne reviendrons pas dans les détails sur les faits qui sont reprochés à notre collègue, qui auraient pu arriver dans n'importe quelle classe et d'autant plus avec 28 élèves alors que l'école est classée en éducation prioritaire et qui restent anecdotiques au regard des proportions que les suites ont prises. Envoyer un crayon sur une table, sans aucune conséquence sur quiconque, vaut-il d'être convoqué à la gendarmerie, puis à la DSDEN ?

Concernant l'entretien, outre la délégation hiérarchique disproportionnée (Mme l'IEN de la circonscription, Mme la Secrétaire Générale, M. l'IEN-A et vous-même), nous sommes choqué·es par sa teneur et son ton ainsi que par son dénouement aussi malheureux que prévisible. Cela est, pour nos organisations, symptomatique de l'éloignement entre la hiérarchie et les personnels, qui s'amplifie partout en France depuis de trop nombreuses années mais aussi d'une politique managériale que nous dénonçons dans les instances.

Cet éloignement prend racine dans des décisions politiques complètement déconnectées de la réalité du terrain. Ainsi, chaque année, des cartes scolaires de plus en plus maltraitantes vis à vis des élèves, entraînent des effectifs toujours plus lourds dans les classes et la suppression de postes de personnels de RASED, de postes de « plus de maîtres.ses que de classe »...

Cette déconnexion se répercute bien évidemment sur les personnels, qui subissent des conditions d'accueil des élèves dégradées et toutes les conséquences de ces politiques délétères pour le Service Public : classes surchargées, inclusions difficiles voire impossibles, qui sont maltraitantes pour les élèves et les personnels, formation continue qui n'existe plus que dans les discours du ministre... En résulte une dégradation continue des conditions de travail des personnels, et l'impossibilité de faire notre métier sereinement.

A tout cela s'ajoute un management de plus en plus inhumain et brutal qui est monté en puissance ces dernières années, facilité par la mise au ban des organisations syndicales et de leurs représentant·es, notamment avec la Loi de Transformation de la Fonction Publique.

Dans le même temps, les ministres successifs et avec eux toute la hiérarchie intermédiaire se drapent dans leurs tableaux Excel, leurs jolis chiffres (classes dédoublées, max 24...) et leurs statistiques tronquées pour présenter de beaux mirages, niant les souffrances des personnels de l'Éducation Nationale : AESH, enseignant·es, mais également personnels administratifs, comme le montre notamment un récent article de la Dépêche du Midi sur la souffrance et le malaise interne au rectorat de Toulouse.

Ce mercredi, ce management, par nature abusif a abouti à l'inacceptable. Comment peut-on, à l'issue d'un entretien avec la Directrice Académique, partir en ambulance ? Qu'est-ce que cela traduit sinon la violence d'une institution qui n'apporte que peu de solutions et trop tardivement aux alertes sur les risques psychosociaux, institution qui ne sait plus parler à ses agents que par injonctions, intimidations et menaces, piétinant ses propres textes ministériels qui préconisent la bienveillance dans ce type d'entretien ?

A l'heure où des enseignant·es meurent dans et de l'exercice de leurs fonctions, où certain·es en viennent à l'extrémité du suicide, rappelons-nous toujours Christine Renon, où d'autres se font agresser, subissent des menaces physiques et morales de parents comme par exemple « Parents Vigilants », groupement piloté par Zemmour et son parti d'extrême droite Reconquête, à qui le Sénat a dernièrement déroulé le tapis rouge, les enseignant·es et plus largement les personnels de l'Éducation Nationale dénoncent le peu de soutien et le règne de la présomption de culpabilité généralisée qui s'est installé peu à peu dans la hiérarchie à leur égard. Ils et elles réclament au contraire une toute autre attitude de leur hiérarchie, basée sur le respect, l'écoute, la justice, l'équité, la bienveillance, valeurs qu'ils et elles tentent de faire vivre au quotidien dans leur travail.

C'est pourquoi nos organisations appellent à un rassemblement mardi 21 novembre devant la DSDEN pour soutenir notre collègue et réclamer ce soutien à notre administration.

Soyez assurée, Madame la Directrice Académique de notre attachement au Service Public de l'Éducation Nationale et au respect de ses personnels.

Les co-secrétaires FSU-SNUipp 81, Bérengère Bascoul , Valérie Clerc, Thomas Verdier
Les co-secrétaires du SNES-FSU81, Benoît Foucambert, Hélène Galichet, Hervé Trognon
Pour le FNEC FP FO, Céline Felipe
Pour Sud Education, Chloé Lamiable, Bérengère Basset
Les secrétaires CGT Educ'Action, Dimitri Comte, Florence Pin